

HEC-ULg a reçu 10 millions des entreprises

D'après Thomas Froehlicher, HEC-ULg a reçu 10 millions des entreprises sur les 4 dernières années. Ex-doyen de l'école, il plaide pour la nomination d'un titulaire non-francophone pour le remplacer.

PHILIPPE LAWSON

Arrivé en janvier 2009 à la tête des HEC-ULg, le Français Thomas Froehlicher a officiellement quitté hier sa charge de directeur général et doyen de la haute école liégeoise de business. À 48 ans, il prend la direction de Kedge business school, une haute école française. Il avait entamé son deuxième mandat de 4 ans à la tête de HEC-ULg.

Quel regard portez-vous sur l'école?

La Wallonie dispose aujourd'hui d'une belle école de business à Liège. L'idée de faire la fusion avec l'école de gestion de l'Université de Liège (ULg) en 2005 a permis de croiser les compétences. Les initiateurs ont mis les forces ensemble pour créer un bel outil. Je suis arrivé en janvier 2009 pour booster le système et aller plus vite. Nous avons su caler notre mission sur des domaines d'excellence. Tout le monde n'était pas content, mais nous avons privilégié des domaines, comme l'économie sociale, l'entrepreneuriat social, la finance des marchés. On pourrait faire un parallèle avec le Plan Marshall. Je pense que l'Université de Liège va devoir faire cette démarche aussi. On ne pourra plus se dire à l'avenir que l'on va s'offrir un petit peu de ci, un petit peu de ça. Il faudra arrêter quatre ou cinq domaines par faculté, par école, par institut et essayer d'être très fort là-dessus. Après, on peut aller chercher des complémentarités avec les autres universités.

Quels conseils donneriez-vous aux futurs dirigeants de l'école?

La Wallonie a aujourd'hui à Liège une business school unique en Belgique, il n'y a aucune école aussi internationale que HEC-ULg. Il faut donc tenir le cap international et continuer à pousser très fort la relocalisation de la business school. Nous avons signé un partenariat avec Antwerpen management school. Et nous avons commencé à donner des cours en allemand, en plus des cours en anglais. Il faut aussi rajouter le néerlandais. Liège est au croisement de plusieurs frontières linguistiques et il faut cultiver cette dimension. Il y a aussi d'autres axes de développements à creuser.

Lesquels?

Il faut trouver un moyen pour implanter davantage de programmes à l'étranger. Nous sommes déjà à Kinshasa (RDC) et à Sofia (Bulgarie). Nous avons démarré tout un programme avec un partenaire en Malaisie, via l'Awex (Agence wallonne à l'exportation, NDLR). Mais ce qui manque ce sont des campus complets installés à l'étranger. Comment peut-on aller chercher notre croissance, identifier des gens sur différents continents? L'idéal, ce serait que l'école ait demain des bases sur chaque continent (Asie, Amérique latine, Afrique, etc.). Je pourrai recommander aussi de positionner l'école sur des formations pour cadres et dirigeants, d'avoir un executive center dans le domaine du management.

Quel profil voyez-vous pour votre successeur?

Le dossier de l'appel à candidatures vient d'être bouclé. Je pense qu'on pourrait privilégier un directeur

doyen qui ne soit pas nécessairement un francophone. Il devrait au moins avoir une connaissance passive de la langue française. Ainsi, il emmènerait tout le monde vers des discussions en anglais. Il pourrait s'agir d'un patron d'entreprise, à condition qu'il ait une parfaite connaissance du monde académique. Le corps professoral de l'école parle aujourd'hui parfaitement anglais, même s'il y a un petit accent. Ce dernier pas apporterait plus d'ouverture et faciliterait l'arrivée de profils plus internationaux. Par ailleurs, nous avons aujourd'hui

30% d'étudiants étrangers en master, les cours en anglais mettraient tout le monde à l'aise.

Quid des chaires?

Nous avons aujourd'hui 13 chaires, mises en place avec le concours de divers partenaires (Deloitte, PwC, Accenture, Banque Cera, SRIW, groupe Rössel, fondation Baillet-Latour, SNCB-Mobistar-GDF Suez, etc.). Il faut continuer dans cette voie.

Que reste-t-il encore à créer, d'après vous, comme chaire au sein de l'école?

Ce qui est marrant, c'est qu'au départ, la création des chaires a été faite sous la contrainte, car il y avait un déficit de financement et il faut aller chercher des fonds à l'extérieur. Mais nous avons su créer un partenariat win-win avec les entreprises et nous avons noué des relations qui sont allées très loin. Sur les 4 dernières années, elles nous ont apporté environ 10 millions d'euros. Les entreprises veulent créer des relations originales avec l'école et il y a des demandes de chaires transversales. On peut aller vers la création d'une chaire sur la réindustrialisation ou encore sur le management de la créativité. L'école pourrait aussi créer une sorte de think tank interne avec des industriels pour examiner la façon dont il faut changer l'image de l'industrie.